RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des outre-mer

**Projet de loi
de lutte contre la vie chère
dans les outre-mer**

NOR : MOMO2517046L/Rose-1

**TITRE I^{er}
AGIR POUR LE POUVOIR D'ACHAT
ET COMPENSER LES EFFETS DE L'ÉLOIGNEMENT**

**CHAPITRE I^{er}
BAISSER LES PRIX PAR UN RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LA VIE CHERE**

Article 1^{er}

Après le deuxième alinéa du I de l'article L. 442-5 du code de commerce, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au précédent alinéa, dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, le prix d'achat effectif n'inclut pas le prix du transport. »

Article 2

À l'article L. 410-5 du code de commerce :

1° Le I. est ainsi rédigé :

« I. – Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, après consultation des représentants de professionnels de la nutrition et de la santé et de l'agence régionale de santé territorialement compétente, le représentant de l'Etat, assisté de l'observatoire des prix, des marges et des revenus territorialement compétent, négocie chaque année avec les organisations professionnelles du secteur du commerce de détail, les distributeurs exerçant une activité de commerce de détail, et leurs fournisseurs, qu'ils soient producteurs, grossistes ou importateurs, ainsi qu'avec les entreprises de fret maritime et les transitaires, un accord de modération du prix global d'une liste de produits de consommation courante comprenant des produits de première nécessité.

« Pour chaque famille de produits, cet accord vise à réduire l'écart de prix entre ceux figurant sur la liste mentionnée au présent I et les produits équivalents commercialisés en France hexagonale.

« Le président de la collectivité compétente est associé aux négociations.

« Le représentant de l'Etat peut inviter les associations de consommateurs mentionnées à l'article L. 621-1 du code de la consommation à participer à ces négociations.

« Le représentant de l'Etat peut également négocier chaque année avec les organisations professionnelles concernées et selon les mêmes modalités, un accord de modération du prix global portant sur une liste de services.

« En cas de réussite des négociations, l'accord est signé par les parties et rendu public par arrêté préfectoral. »

2° Il est inséré, après le II, cinq alinéas ainsi rédigés :

« III. – La liste des organisations professionnelles et des entreprises mentionnées au premier alinéa du I, ainsi que leur participation ou leur absence de participation aux négociations auxquelles elles ont été conviées, est rendue publique par arrêté préfectoral.

« Ces organisations professionnelles et ces entreprises affichent leur participation ou leur absence de participation aux négociations selon des modalités précisées par décret.

« IV. – Le non-respect de l'accord prévu au I par une entreprise l'ayant signé est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 75 000 € pour une personne physique et 375 000 € pour une personne morale. Ces sanctions sont prononcées dans les conditions prévues à l'article L. 470-2 du code de commerce. Le non-respect par une entreprise mentionnée au I de l'arrêté mentionné au II est passible des mêmes sanctions.

« V. – Le prix global de la liste mentionnée au I, tel qu'il est pratiqué, est affiché en dans les conditions prévues par un arrêté pris en application de l'article L. 112-1 du code de la consommation.

« VI. – Tout manquement au III est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale. Ces sanctions sont prononcées dans les conditions prévues à l'article L. 470-2 du code de commerce. »

3° Les actuels III, IV et V deviennent respectivement les VII, VIII et IX.

4° Au premier alinéa du I de l'article L. 470-1 du même code, après les mots : « prévues au » sont insérés les mots : « au titre I^{er} et ».

Article 3

L'article L. 410-4 du code de commerce est complété par un second alinéa :

« Lorsqu'ils constatent des variations excessives de prix spécifiques au territoire dont ils ont la compétence, les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus peuvent saisir le représentant de l'État sur le territoire en vue de l'alerter. Ce dernier dispose d'un délai d'un mois pour délivrer son analyse et notifier une réponse motivée sur l'opportunité de mettre en œuvre la procédure prévue au premier alinéa, qu'il transmet également à l'Autorité de la concurrence dans un délai de quinze jours suivant cette notification. »

CHAPITRE II

REDUCTION DES COUTS D'ACHEMINEMENT ET LOGISTIQUES

Article 4

I. – À titre expérimental et pour une durée de cinq ans à compter de la publication du décret prévu au présent article, il est institué en Martinique un service public de gestion logistique. Ce service est réservé aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux très petites entreprises exerçant une activité commerciale.

Les modalités de mise en œuvre de ce dispositif, notamment en matière de contrôle et de suivi, sont précisées par voie réglementaire.

II. – Au terme de l'expérimentation, et au plus tard six mois avant son achèvement, le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation portant sur les effets économiques, sociaux et environnementaux du dispositif, en vue de décider de sa pérennisation ou de sa cessation.

Article 5

Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par ordonnance, dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi en vue de mettre en place un mécanisme de péréquation destiné à réduire les frais d'approche — entendus comme l'ensemble des coûts logistiques et d'acheminement — applicables aux produits de première nécessité importés dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, ainsi que dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna.

Ce mécanisme de péréquation repose sur une logique de solidarité entre catégories de produits. Il prévoit, à cette fin, la modulation des frais d'approche, par une réduction de tout ou partie de ces frais afférents aux produits de première nécessité et une majoration de ces mêmes frais afférents aux autres catégories de produits. Les modalités de cette modulation sont définies de manière à assurer une redistribution équilibrée des coûts.

Un projet de loi de ratification de l'ordonnance est déposé devant le Parlement dans un délai de six mois à compter de sa publication.

TITRE II
RENFORCER LA TRANSPARENCE ET L'INTEGRITÉ DES ACTIVITES
ÉCONOMIQUES

CHAPITRE I^{er}
ÉTENDRE LE ROLE DES OBSERVATOIRES DES PRIX, DES MARGES ET DES REVENUS ET DES
MISSIONS DE SON PRÉSIDENT

Article 6

L'article L. 910-1 A du code de commerce est ainsi modifié :

1° Le début du premier alinéa est précédé par un : « I. - » ;

2° Au premier alinéa, après les mots : « structure des prix, des marges et des revenus et », sont insérés les mots : « éclaire les pouvoirs publics sur la formation des prix et des marges » et les mots : « et fournit aux pouvoirs publics une information régulière sur » sont remplacés par les mots : « ainsi que » ;

3° Après le premier alinéa, il est inséré un second alinéa ainsi rédigé :

« II. - Le président de l'observatoire peut saisir l'autorité administrative chargée de la concurrence et de la consommation de toute question de consommation et de concurrence. »

CHAPITRE II
RENFORCER LA TRANSPARENCE SUR LES AVANTAGES COMMERCIAUX CONSENTIS AUX
DISTRIBUTEURS ET DES SANCTIONS

Article 7

Après l'article L.410-6 du code de commerce, il est inséré un article L. 410-7 ainsi rédigé:

« *Art. L. 410-7. – I. –* Les personnes morales exploitant, dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution ainsi que dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, un ou plusieurs établissements de commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire d'une surface supérieure à 400 m², transmettent à la demande de l'autorité administrative chargée de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, toutes les informations relatives aux prix et aux quantités vendues des produits de grande consommation mentionnés à l'article L. 441-4 du code de commerce.

« II. – Un décret en conseil d'Etat précise les modalités d'application du I, notamment :

« 1° La liste des informations utiles mentionnées au I ;

« 2° Les modalités de la transmission de ces informations.

« III. – Tout manquement au I du présent article est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 75 000 € pour une personne physique et 375 000 € pour une personne morale.

« Ces sanctions sont prononcées dans les conditions prévues à l'article L. 470-2. »

Article 8

I. – Après l'article L. 441-4 du code de commerce, il est inséré un article L. 441-4-1 ainsi rédigé :

« *Art. L.441-4-1.* – I. – Tout distributeur exerçant une activité de commerce de détail à prédominance alimentaire implanté dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, communique à l'autorité administrative, au plus tard le 30 avril de chaque année, les montants correspondant aux remises, rabais, ristournes ou autres avantages qu'il a obtenus auprès de ses fournisseurs au titre des 1° à 3° du III de l'article L. 441-3 du code de commerce, dans le cadre de l'exécution des conventions mentionnées au I de l'article L. 441-4 et, le cas échéant, au I de l'article L. 443-8 du même code, conclue l'année précédente et le cas échéant, au titre des ristournes conditionnelles.

« Ces données sont exprimées en valeur absolue et en pourcentage du tarif ayant constitué le socle de la négociation commerciale, au sens de l'article L. 441-1 du même code, et ventilées par fournisseur, selon les catégories mentionnées aux 1° à 3° du III de l'article L. 441-3. Pour les fournisseurs implantés dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, les informations sont ventilées selon l'activité relative à chacune de ces collectivités.

« Pour les fournisseurs également implantés dans les collectivités mentionnées au présent I, les informations transmises permettent de distinguer, pour chacun d'eux, les avantages commerciaux consentis aux distributeurs de ces collectivités, de ceux consentis hors de ces territoires, afin de permettre une comparaison entre les conditions commerciales appliquées dans les outre-mer et celles mises en œuvre dans l'hexagone.

« II. – Tout manquement aux premier et deuxième alinéas du I est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 75 000 € pour une personne physique et 375 000 € pour une personne morale.

« Le maximum de l'amende encourue est porté à 150 000 € pour une personne physique et à 750 000 € pour une personne morale en cas de réitération du manquement dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la première décision de sanction est devenue définitive.

« Ces sanctions sont prononcées dans les conditions prévues à l'article L. 470-2 du code de commerce. »

II. – Les obligations résultant du I sont applicables aux contrats en cours d'exécution à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 9

I. – Le second alinéa du II de l'article L. 441-1 du code de commerce est ainsi complété :

« Les conditions générales de vente, socle de la négociation des conventions mentionnées aux articles L. 441-4 et, le cas échéant, L. 443-8, ne peuvent être différenciées selon des catégories d'acheteurs, sur le seul fondement du fait que les produits sont destinés à un ou des marchés situés dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna. »

II. – Le I de l'article L. 442-1 du code de commerce est complété par un 6° ainsi rédigé :

« 6 ° De pratiquer, à l'égard de l'autre partie, ou d'obtenir d'elle des prix, des délais de paiement, des conditions de vente ou des modalités de vente ou d'achat discriminatoires et non justifiés par des contreparties réelles prévues par les conventions mentionnées aux articles L. 441-4 et, le cas échéant, L. 443-8, sur le seul fondement du fait que les produits sont destinés à un ou des marchés situés dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna. »

III. – Après l'article L. 441-4-1 du code de commerce, il est inséré un nouvel article ainsi rédigé :

« *Art. L. 441-4-2.* – I. – Pour les produits mentionnés au I de l'article L. 441-4 et, le cas échéant, au I de l'article L. 443-8 du code de commerce et qu'il soit destinés à une commercialisation dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, tout fournisseur communique, à sa demande, à l'autorité administrative chargée de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, dans un délai fixé par cette dernière et qui ne saurait être inférieur à un mois, les conditions générales de vente soumises à la négociation avec ses acheteurs pour chacun des circuits de distribution auxquels il a recours ainsi que les conventions conclues au sens de l'article L. 441-3 ou de l'article L. 441-3-1 du même code avec chacun des acheteurs concernés.

« Le fournisseur précise dans cette communication la catégorie d'acheteurs dont relève chacun des clients concernés et explicite les raisons pour lesquelles, le cas échéant, les conditions, barèmes des prix unitaires et réductions de prix proposés à ces différentes catégories d'acheteurs sont différenciés en fonction desdites catégories d'une part et au regard des conditions, barèmes des prix unitaires et réductions de prix proposés aux acheteurs relevant de catégories similaires pour les produits destinés à être commercialisés sur le territoire métropolitain d'autre part.

« Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent I, notamment les modalités de communication et les documents devant l'accompagner.

« II. – Les obligations mentionnées au I du présent article sont applicables aux contrats en cours d'exécution à la date d'entrée en vigueur du présent article.

« III. – Tout manquement au I du présent article est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 75 000 € pour une personne physique et 375 000 € pour une personne morale.

« Ces sanctions sont prononcées dans les conditions prévues à l'article L. 470-2 du code de commerce. »

Article 10

Après l'article L. 123-5-1 du code de commerce, il est inséré un article L. 123-5-1-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 123-5-1-1.* – Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et à Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon et à Wallis-et-Futuna, à la demande des associations de consommateurs mentionnées à l'article L. 621-1 du code de la consommation qui justifient d'une atteinte directe ou indirecte à l'intérêt collectif des consommateurs, ou du représentant de l'État, le président du tribunal, statuant en référé, peut enjoindre sous astreinte toute personne morale de procéder au dépôt des pièces et actes au registre du commerce et des sociétés auquel celle-ci est tenue par des dispositions législatives ou réglementaires.

« Le montant de cette astreinte ne peut excéder 5 % du chiffre d'affaires journalier moyen hors taxes de la personne morale réalisé au cours du dernier exercice par jour de retard à compter de la date fixée par l'injonction.

« En cas d'inexécution totale ou partielle ou d'exécution tardive, l'astreinte est liquidée selon les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Le président du tribunal peut, à la demande d'une partie, ordonner la publication de la décision sur un support et pour une durée qu'il détermine aux frais de la personne objet de l'injonction. »

TITRE III RENFORCER LA CONCURRENCE

Article 11

I. – Le II de l'article L. 461-1 du code de commerce est ainsi modifié :

1° Les mots : « dix-sept » sont remplacés par les mots : « dix-neuf » ;

2° Après le 3°, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« 4° Deux personnalités choisies en raison de leur expertise en matière économique, en matière de concurrence ou de consommation dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, à Saint Pierre et Miquelon, Saint Martin, Saint Barthélemy et Wallis et Futuna. » ;

3° Au septième alinéa, les mots : « et 3° » sont remplacés par les mots : « , 3° et 4° ».

II. – Au premier alinéa de l'article L. 461-4 du code de commerce, après les mots : « services d'instruction » sont insérés les mots : «, dont l'un traite les sujets concernant les collectivités de l'article 73 de la Constitution, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna. Ils sont »

III. – Après l'article 6 de l'ordonnance n° 2014-471 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à la Nouvelle-Calédonie de dispositions du livre IV du code de commerce relevant de la compétence de l'Etat en matière de pouvoirs d'enquête, de voies de recours, sont insérés deux articles ainsi rédigés :

« *Art. 6-1.* – Les décisions par lesquelles le rapporteur général de l'autorité de la concurrence de Nouvelle-Calédonie, en application de l'article L. 463-4 du code de commerce applicable en Nouvelle-Calédonie, refuse la protection du secret des affaires ou lève la protection accordée peuvent faire l'objet, dans un délai de dix jours suivant leur notification, d'un recours en réformation ou en annulation devant le premier président de la cour d'appel de Paris ou son délégué.

« L'ordonnance du premier président de la cour d'appel statuant sur ce recours peut faire l'objet, dans un délai de dix jours suivant sa notification, d'un pourvoi en cassation.

« Ce recours et ce pourvoi sont instruits et jugés en chambre du conseil.

« *Art. 6-2.* – I. – L'Autorité de la concurrence mentionnée à l'article L. 461-1 du code de commerce et l'autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie peuvent, pour ce qui relève de leurs compétences respectives, se communiquer spontanément les informations et documents détenus ou recueillis dans l'exercice de leurs missions et compétences respectives.

« II. – L'Autorité de la concurrence peut, dans les mêmes conditions, selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions que celles prévues pour l'exécution de sa mission, diligenter des enquêtes ou faire procéder à des actes d'enquête à la demande de l'autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie. Le ministre chargé de l'économie peut également conduire des enquêtes ou procéder à des actes d'enquête à la demande de l'autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie. Les informations et documents ainsi recueillis sont communiqués à l'autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie.

« L'Autorité de la concurrence et le ministre chargé de l'économie peuvent demander à l'autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie de conduire des enquêtes ou de procéder à des actes d'enquête. Les informations et documents ainsi recueillis sont communiqués à l'autorité à l'origine de la demande.

« III. – L'Autorité de la concurrence, l'autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie et le ministre chargé de l'économie peuvent utiliser les informations et documents communiqués pour ce qui relève de leurs compétences respectives. »

IV. – Le III. de l'article L. 430-2 du code de commerce est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « un ou plusieurs départements d'outre-mer, dans le Département de Mayotte, dans les îles Wallis et Futuna ou dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy » sont remplacés par les mots : « une ou plusieurs collectivités régies par l'article 73, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy » ;

2° Au troisième alinéa, les mots : « 5 millions d'euros » sont remplacés par les mots : « 3 millions d'euros ».

Article 12

Au premier alinéa de l'article L. 752-6-1 du code de commerce :

1° Les mots : « , de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon » sont remplacés par les mots : « et de Saint-Martin » ;

2° Après les mots : « zone de chalandise » sont ajoutés les mots : « et 25 % de l'ensemble du territoire ».

TITRE IV SOUTENIR LE TISSU ÉCONOMIQUE ULTRAMARIN

Article 13

Au deuxième alinéa de l'article L. 420-5 du code de commerce, les mots « ou similaires » sont remplacés par « , similaires ou substituables ».

Article 14

À titre expérimental et pour favoriser à moyen terme l'émergence de nouveaux opérateurs locaux susceptibles d'exercer pleinement leur libre accès à la commande publique, dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour une période de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi, les pouvoirs adjudicateurs, les entités adjudicatrices et les acheteurs publics peuvent réserver jusqu'à 20 % de leurs marchés dont la valeur estimée est inférieure aux seuils européens applicables aux marchés publics, mentionnés dans l'avis annexé au code de la commande publique, aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises, au sens de l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, ainsi qu'aux artisans répondant aux critères prévus aux articles L. 111-1 et L. 111-2 du code de l'artisanat, dont le siège social est établi dans les territoires visés durant l'expérimentation. Cette expérimentation peut être conduite dans les mêmes conditions en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna pour ce qui concerne les marchés passés par les services et les établissements publics de l'État.

Au plus tard trois mois avant son terme, le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation de l'expérimentation afin de déterminer l'opportunité de son éventuelle pérennisation et extension.

Article 15

À titre expérimental et pour favoriser à moyen terme l'émergence de nouveaux opérateurs locaux susceptibles d'exercer pleinement leur libre accès à la commande publique, dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour une période de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi, les soumissionnaires qui ne possèdent pas la qualité de microentreprise, de petite ou moyenne entreprise ou d'artisan, au sens de l'article 15, doivent présenter un plan de sous-traitance prévoyant le montant et les modalités de participation d'entreprises possédant cette qualité et dont le siège social est établi dans les territoires visés au présent article à l'exécution du marché auquel ils postulent, pour les marchés dont le montant estimé est supérieur à 500 000 euros hors taxes. Cette expérimentation peut être conduite dans les mêmes conditions en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna pour ce qui concerne les marchés passés par les services et les établissements publics de l'État.

Au plus tard trois mois avant son terme, le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'évaluation de l'expérimentation afin de déterminer l'opportunité de son éventuelle pérennisation et extension. Le plan de sous-traitance comporte, pour chacune des entreprises concernées, les informations figurant dans la déclaration de sous-traitance. Lorsque les soumissionnaires ne prévoient pas de sous-traiter à des microentreprises, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans établis dans les territoires visés au présent article, le plan de sous-traitance se limite à en mentionner les motifs. Ces motifs peuvent tenir notamment à l'absence de microentreprises, de petites et moyennes entreprises ou d'artisans en activité dans le secteur concerné par les prestations du marché public ou en mesure de répondre aux exigences de ce dernier.